



EuroMed Droits - Rapport annuel 2020

Juin 2021

EuroMed Droits
Vestergade 16, 2nd floor DK-1456 Copenhagen K
Danemark

Tel: +45 32 64 17 00

information@euromedrights.net
www.euromedrights.org

—

Information bibliographique

Titre: Rapport annuel 2020 d'EuroMed Droits

Auteur: EuroMed Droits

Date de première publication: juin 2021

Pages: 20

ISBN: 978-87-92990-88-4

Langue originale: Anglais

EuroMed Droits

Rapport annuel 2020



EuroMed Rights
EuroMed Droits
الأورو-متوسطية للحقوق

Table des matières

Préface du Président & du Directeur exécutif	5
À propos d'EuroMed Droits	6
Quels sont les résultats obtenus par EuroMed Droits en 2020 ?	8
Liste des membres	15
Le Comité exécutif	16
Panorama financier	18
Nos donateurs	19

PRÉFACE

UN TEST POSITIF MALGRÉ LA PANDÉMIE

L'année 2020 et le premier semestre 2021 ont été - à bien des égards - extraordinaires. Cette période a révélé la capacité des sociétés à agir de manière solidaire et à se montrer résilientes, mais aussi la tentation de nombreux gouvernements de restreindre les libertés, de s'opposer aux réformes démocratiques et de cibler les défenseur.e.s des droits humains sous le prétexte d'une pandémie mondiale.

Si les restrictions peuvent être légitimes pour protéger la santé publique, de nombreux gouvernements de la région euro-méditerranéenne ont réprimé, de manière abusive, leurs détracteurs en lançant des campagnes de dénigrement, en réduisant les droits et libertés fondamentales, et en emprisonnant leurs opposant.e.s dans des conditions sanitaires épouvantables. Dans ce contexte difficile, l'UE et ses États membres seraient bien avisés de s'opposer aux régimes autoritaires et d'accroître leur soutien à ceux.celles qui, dans l'arène politique et au sein de la société civile, s'expriment en faveur des droits humains et de la démocratie. En effet, les signes venus d'outre-Atlantique donnent des raisons d'espérer que les défenseur.e.s de la démocratie et des droits humains dans la région euro-méditerranéenne se trouvent moins isolé.e.s dans la future politique internationale qu'ils.elles ne l'ont été au cours des quatre années de l'administration Trump.


Malgré les défis générés par la pandémie de COVID-19, EuroMed Droits a pu transformer et poursuivre son travail en s'appuyant sur des activités en ligne. La transition numérique a donné de multiples résultats intéressants à travers le réseau. Par exemple, nos équipes des programmes thématiques régionaux ont accru leur suivi quotidien des violations des droits humains dans la région euro-méditerranéenne et ont partagé les tendances inquiétantes observées avec les décideurs et le grand public, à l'occasion de nombreux webinaires et réunions de plaidoyer en ligne. En outre, nous avons dynamisé notre communication politique par des mises à jour mensuelles et des analyses sur l'évolution des droits humains dans la région, partagées directement avec des milliers de représentant.e.s officiel.le.s et d'organisations de la société civile.

Le point positif qui ressort de cette difficile année marquée par la pandémie est notre capacité accrue à atteindre un groupe d'acteurs plus large et plus diversifié dans la région. Les membres

d'EuroMed Droits ont fait preuve à la fois de volonté et d'agilité pour changer de perspective, de format et de méthodes de travail. En Tunisie et au Maroc, par exemple, nous avons, au cours de l'année écoulée, mobilisé non seulement les acteurs traditionnels de la société civile avec lesquels nous travaillions auparavant, mais aussi des représentant.e.s d'institutions publiques et d'associations professionnelles, pour collaborer et cocréer des solutions aux défis urgents liés aux droits humains et à la gouvernance. En outre, nos programmes couvrant des pays confrontés à des crises institutionnelles plus profondes ont réussi, dans de nombreux cas, à interagir avec des parlementaires et des États membres de l'UE à un haut niveau. C'est le cas, par exemple, de nos programmes sur l'Algérie, l'Égypte et Israël/Palestine. Enfin, nous avons continué à progresser dans notre travail sur la Turquie, le Liban et la Jordanie, notamment en ce qui concerne le sort des réfugié.e.s de Syrie.

En tant que président et directeur exécutif, nous souhaitons adresser nos plus vifs remerciements à tou.te.s nos membres, partenaires et donateurs pour leur flexibilité et contribution inestimable aux activités et aux résultats du réseau. Ce rapport annuel donne un aperçu du travail acharné entrepris par notre personnel et nos membres, et des principaux résultats obtenus en 2020. Nos pensées vont également à nos collègues, ami.e.s et sympathisant.e.s qui ont perdu des êtres chers au cours de cette pandémie. Nous croisons les doigts pour que nous puissions bientôt laisser cette crise sanitaire derrière nous.

Enfin, nous souhaitons exprimer notre enthousiasme à l'idée de rencontrer nos membres et partenaires lors de la prochaine Assemblée générale d'EuroMed Droits en octobre 2021.



Wadiah Al-Asmar
Président



Rasmus Alenius Boserup
Directeur exécutif



À propos d'EuroMed Droits

Un réseau reliant deux rives

EuroMed Droits est une organisation non-gouvernementale régionale représentant 65 organisations de défense des droits humains actives dans 30 pays. L'organisation promeut les droits humains et la démocratie sur les deux rives de la Méditerranée. Elle a été fondée en 1997, à la suite de la Déclaration de Barcelone de 1995, par des organisations de la société civile qui souhaitent s'investir dans la promotion d'un partenariat euro-méditerranéen orienté vers les droits humains.

Dans sa stratégie 2018-2021, EuroMed Droits a poursuivi son travail sur quatre thématiques (migration et asile, droits économiques et sociaux, rétrécissement de l'espace pour la société civile, droits des femmes et justice de genre) en plus de ses activités régulières de suivi des droits humains en Algérie, Egypte, Israël/Palestine, Maroc/Sahara Occidental, Syrie, Tunisie et Turquie.

Notre fonctionnement

La mission d'EuroMed Droits est de développer et de renforcer des partenariats entre des organisations de la société civile, afin qu'elles coopèrent sur un pied d'égalité aux niveaux régional et national. En créant des opportunités de mise en réseau et en encourageant une telle coopération au sein de la société civile, EuroMed Droits vise à aider ces organisations à définir des stratégies communes, à promouvoir leurs messages et visions conjointes auprès des décideurs politiques et d'un public plus large, en vue de renforcer leur influence dans leur propre pays et au niveau international.

EuroMed Droits remplit sa mission en combinant les cinq méthodes de travail décrites ci-dessous :

Le travail en réseau : EuroMed Droits promeut et défend les droits humains et la démocratie en initiant et en facilitant le développement, avec ses membres et partenaires, de priorités et de stratégies politiques conjointes. Ce travail en réseau prend la forme de groupes de travail et de solidarité créés en réponse aux défis et aux opportunités politiques actuels. Ces groupes servent également de plateformes pour renforcer les capacités, la confiance et la solidarité entre les membres et les partenaires du réseau afin de consolider davantage la coopération et la coordination.

Le plaidoyer : EuroMed Droits influence les décideurs, ses politiques et les autorités aux niveaux national, régional et international en vue de l'adoption et de la mise en place de politiques favorables à la démocratie et aux droits humains, notamment les recommandations développées dans le cadre des groupes de travail et de solidarité.

La communication : EuroMed Droits mobilise des soutiens en faveur des droits humains et de la démocratie en diffusant ses recommandations et ses positions auprès d'un large éventail d'audiences, y compris le grand public, à travers le recours aux médias traditionnels et aux réseaux sociaux. Le réseau développe également des outils de communication écrite et audiovisuelle spécifiques comme par exemple des newsletters, vidéos et podcasts.

L'intégration transversale : EuroMed Droits promeut l'égalité des genres tant en interne, en intégrant de manière systématique les questions de genre dans ses politiques et structures, qu'en externe dans son travail visant à promouvoir et défendre les droits humains et la démocratie. EuroMed Droits lutte également contre la répression et la persécution des organisations de la société civile, en répondant aux défis, dans tous ses programmes et activités, que pose le rétrécissement de l'espace dédié à la société civile.

Le suivi et l'évaluation : Le suivi, la documentation et la discussion sur les leçons à tirer du travail mené sont pratiqués à EuroMed Droits de façon systématique. Ces résultats sont utilisés pour améliorer la performance et l'impact du travail, et pour renforcer la redevabilité envers les membres, les partenaires, les donateurs, ainsi que le grand public. Le suivi et l'évaluation participent également à l'apprentissage interne et au développement organisationnel.

Quels sont les résultats obtenus par EuroMed Droits en 2020 ?

MIGRATION ET ASILE

Debout pour les droits des personnes migrantes et réfugiées

Le programme « migration et asile » d'EuroMed Droits cherche à promouvoir une mobilité libre, juste et sûre dans la région euro-méditerranéenne afin de permettre la mise en place de politiques et pratiques respectueuses des droits fondamentaux des personnes migrantes et réfugiées.

En 2020, le programme s'est concentré sur la production d'analyses approfondies et factuelles sur le Pacte européen sur la migration et l'asile qui encadrera la politique de l'UE et des Etats membres en la matière. EuroMed Droits a souligné les risques de violations des droits humains que le Pacte pourrait entraîner dans toute la région.

En septembre et octobre 2020, plusieurs médias importants tels qu'Al Jazeera et Euronews ont interviewé EuroMed Droits en tant qu'organisation leader et crédible sur le sujet de la migration. Par la suite, plusieurs médias européens et nationaux ont couvert les positions et le travail d'EuroMed Droits.

« L'union fait la force, la division entraîne la chute » reste le message principal du groupe de travail migration et asile. EuroMed Droits et ses membres se sont exprimés d'une seule voix au niveau de l'UE, des Etats membres et des pays de départ afin que le Pacte protège les droits des personnes migrantes et réfugiées. La Commission européenne n'ayant pas travaillé sur une évaluation d'impact, EuroMed Droits a publié une simulation sur le cas de l'Italie comme pays de première arrivée. Ce rapport a été envoyé au Ministre de l'Intérieur italien par ARCI, un membre italien d'EuroMed Droits. Par la suite, le gouvernement italien a transmis ce rapport à la Commission européenne et aux autres Etats membres afin de soulever les

inquiétudes liées au manque de solidarité dans les mécanismes proposés par le Pacte européen sur la migration et l'asile.

Face à l'accroissement inquiétant des décès de personnes migrantes et des arrivées sur la route Atlantique, EuroMed Droits a organisé une mission de terrain aux Iles Canaries. Trois député.e.s européen.ne.s qui s'intéressaient également à la situation ont pu bénéficier de l'expertise d'EuroMed Droits. Un reportage photographique illustrant la transformation des Iles Canaries en une sorte de « laboratoire » du Pacte européen sur la migration et l'asile a par la suite été produit. Ce travail de terrain a ouvert la voie à de nombreuses interviews avec des médias locaux, nationaux et régionaux sur la situation des personnes migrantes et réfugiées dans les Iles Canaries.

La création d'une page dédiée (« Sur la route »), mise à jour deux fois par mois, permet également à EuroMed Droits de suivre les derniers développements en matière de migration et d'asile à travers la région méditerranéenne. Cette page est devenue une source de référence pour les officiels, les membres et les organisations partenaires qui s'intéressent à la thématique.



DROITS DES FEMMES ET JUSTICE DE GENRE

Une approche flexible pour des changements politiques majeurs

Les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 permettent-elles de repenser notre façon de travailler ? C'est la leçon du programme « droits des femmes et justice de genre » d'EuroMed Droits en 2020 qui, par une nouvelle approche, a permis d'engranger plusieurs changements politiques importants. Au lieu d'organiser ses groupes de travail habituels, le programme a constitué quatre task forces réduites. Ce nouveau format, plus agile, a permis d'augmenter le sentiment d'appartenance des membres, de réaligner les objectifs et de lancer une nouvelle dynamique au sein du groupe de travail.

L'un des principaux résultats fut l'inclusion, en novembre 2020, dans le Plan d'action de l'UE sur l'égalité des genres de recommandations émises par l'une de ces task forces. Ce plan, connu sous le nom de GAP III, propose un cadre politique et des priorités sur l'égalité des genres à suivre par l'UE dans le cadre de sa politique étrangère pour la période 2021-2025.



Les membres de la task force d'EuroMed Droits ont analysé le GAP II et ont tiré de leur expérience des leçons concernant la mise en place de ce dernier GAP, de son impact et de ses manquements. Parmi les recommandations incluses dans le GAP III figurent le soutien politique à la société civile, en particulier dans le contexte actuel de rétrécissement de l'espace pour la société civile ; une approche intersectionnelle pour le GAP III ; un soutien politique stratégique pour les organisations de la société civile ; la promotion des droits économiques et sociaux des femmes ; la création d'espaces de dialogue avec les organisations de

promotion des droits des femmes, et une amélioration de la transparence et du travail de communication sur le GAP III.

Le travail de la task force a consolidé les connaissances des membres quant à l'importance du GAP III, amélioré leurs capacités, renforcé leur confiance et les a aidé.e.s dans la mise en place de partenariats avec les délégations de l'UE sur le terrain, en vue de plaider pour l'égalité des genres à Bruxelles mais également au niveau national.

DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Créer des coalitions pour favoriser le changement

Depuis le lancement officiel du groupe de travail « droits économiques et sociaux » (DES) en 2019, EuroMed Droits a rassemblé 30 membres et associations clés pour travailler sur quatre thématiques, à savoir : 1) le rôle et la responsabilité des Etats dans la mise en place des droits économiques et sociaux, 2) les nouveaux mouvements sociaux, 3) l'impact des politiques fiscales et macro-économiques, et 4) les aspects relatifs aux droits économiques et sociaux dans les politiques commerciales européennes. Malgré la pandémie, le groupe de travail DES s'est rapidement mis au travail en coordonnant une réponse écrite à la consultation européenne lancée dans le cadre des Accords d'association euro-méditerranéens qui serviront de base aux futurs accords commerciaux entre l'UE et les pays de la région MENA.

La collaboration sur les droits économiques et sociaux a également permis le renforcement de partenariats. Les membres du groupe de travail ont par exemple travaillé avec des ONG danoises sur un rapport parallèle conjoint pour le Conseil des droits humains des Nations unies en vue de contribuer à l'Examen périodique universel du Danemark en 2021. Des collaborations sous la forme de webinaires conjoints et de formations ont également été menées avec Oxfam International, l'ONG belge CNCD 11.11.11 et le Centre pour les droits économiques et sociaux.

Plusieurs de ces webinaires et formations ont été suivis par des expert.e.s en matière de droits économiques et sociaux ainsi que par des officiels européens et des Etats membres. Des résultats qui prouvent l'importance du programme dans le cadre du travail mené par EuroMed Droits.

Les voies du dialogues restées ouvertes en Méditerranée



Depuis 2018, EuroMed Droits mène un projet appelé « Majalat », un mot qui signifie « espaces, opportunités, domaines » en arabe. Face aux multiples défis politiques, sociaux, économiques et environnementaux dans la région, en ce compris les attaques perpétrées à l'encontre d'organisations de la société civile (OSC) indépendante, cette initiative gérée par un consortium de six réseaux de la société civile vise à créer des espaces sûrs pour un dialogue constructif entre l'UE et les OSC, les syndicats, les mouvements sociaux et des universitaires des deux rives de la Méditerranée, en vue d'influencer la vision et les politiques relatives à la région.

Fin 2020, plus de 500 organisations de la société civile s'étaient inscrites sur la plateforme en ligne Majalat pour échanger dans le cadre du dialogue structuré UE-Voisinage Sud. Le nombre élevé d'OSC inscrites sur la plateforme représentait une augmentation de plus de 400% et ce, en moins d'un semestre (en août 2020, ce nombre était de 120), montrant l'intérêt majeur de cette plateforme dans un contexte où les réunions physiques ne pouvaient pas se tenir.

Autre résultat du projet Majalat : plus de 50 représentant.e.s de l'UE ont participé et échangé avec des représentant.e.s de la société civile d'Algérie, d'Égypte, d'Israël, de Jordanie, du Liban, de Libye, du Maroc, de Palestine, de Syrie et de Tunisie entre juillet et septembre lors de trois ateliers thématiques en ligne sur la migration, la sécurité et la gouvernance organisés par EuroMed Droits, et lors d'un atelier sur le changement climatique soutenu par le réseau. Grâce au soutien de Majalat et malgré les difficultés liées à la COVID-19, les représentant.e.s de l'UE et des OSC, ainsi que des expert.e.s thématiques, ont pu poursuivre leur dialogue au cours de 18 webinaires supplémentaires et du séminaire de novembre sur la politique de Voisinage Sud, intégrant l'impact de la pandémie dans le travail politique. En outre, des ateliers nationaux ont été organisés par des associations de terrain grâce à de petites subventions fournies par le projet.

La pandémie ouvre la voie à de nouveaux partenariats

L'initiative marocaine du Partenariat pour un gouvernement ouvert, la Haute autorité pour la communication audiovisuelle, la Délégation interministérielle pour les droits humains, le Conseil de l'Europe, les ambassades scandinaves, deux auteurs.trices espagnol.e.s et plusieurs médias d'envergure... Voilà la liste non exhaustive des acteurs qui ont pris contact avec EuroMed Droits en 2020 pour bénéficier des capacités de documentation et de mise en réseau de l'organisation auprès de ses membres et partenaires marocains.

Cela montre combien EuroMed Droits est de plus en plus perçu comme un partenaire et un acteur crédible au Maroc. Demandes d'information, propositions de coopération ou invitations proviennent principalement d'organisations de la société civile, du monde universitaire, d'institutions gouvernementales marocaines, de l'UE ou d'agences onusiennes. La Délégation interministérielle marocaine pour les droits humains a par exemple contacté EuroMed Droits pour obtenir plus de détails suite à la publication d'un communiqué de presse alertant sur la situation des citoyen.ne.s marocain.e.s bloqué.e.s dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla et demandant leur retour. EuroMed Droits a également été invité par la délégation de l'UE à prendre part à une consultation menée dans le cadre du suivi du programme d'appui de l'UE à la réforme de la justice au Maroc.

L'annulation, en raison de la COVID-19, du calendrier d'événements prévus a permis d'approfondir ces nouvelles relations grâce au temps ainsi libéré. Le suivi de la situation des droits humains au Maroc a également favorisé le développement de relations avec les médias. Bien que ces résultats n'aient pas contribué à des changements politiques pour le moment, ils ont permis d'accroître la visibilité d'EuroMed Droits au Maroc et ont participé à améliorer le degré d'influence que le réseau pourrait avoir dans le pays à l'avenir.

ALGÉRIE

Coopération entre ONG : les droits humains en haut de l'affiche

En 2020, EuroMed Droits a poursuivi son travail de renforcement de la coordination et de la coopération entre les organisations membres et partenaires algériennes, ce qui a conduit à des actions de solidarité conjointes visant à promouvoir et à protéger les droits humains dans le pays, y compris les droits des femmes.

Entre juin et décembre 2020, EuroMed Droits a mené un processus de recherche ainsi que l'organisation d'une série de webinaires (très suivis) sur le processus de réforme en Algérie, en étroite collaboration avec ses membres, ses partenaires d'un consortium sur les droits humains, et des chercheurs universitaires externes. Ces webinaires ont donné un vaste aperçu de la situation dans un pays où la société civile est confrontée à une exclusion et un isolement systématiques depuis des décennies, et ils ont aidé toutes les parties prenantes à concevoir leur intervention respective en Algérie.

Autre résultat clé : l'adoption par le Parlement européen (PE), en novembre 2020, d'une résolution d'urgence soulignant la « détérioration de la situation des droits de l'homme en Algérie, en particulier le cas du journaliste Khaled Drareni ». La résolution déposée par six des sept groupes politiques du PE (reflétant ainsi un large accord à travers le spectre politique) appelait à soutenir les groupes de la société civile, les défenseur.e.s des droits humains, les journalistes et les manifestant.e.s, et à garantir le respect des droits humains et de l'État de droit en Algérie. EuroMed Droits a activement participé à une coalition de sept ONG qui a plaidé auprès de cinq groupes politiques différents du Parlement européen pour que cette résolution soit déposée et adoptée.

En mai 2020, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, plusieurs médias internationaux d'Europe et du Moyen-Orient (dont Le Monde, AFP, TV5 Monde, France 24, The Daily Mail, Al-Araby, Alquds Al-araby, Swissinfo, entre autres) ont mentionné le communiqué de presse d'EuroMed Droits exhortant les autorités algériennes à libérer les journalistes et à mettre fin au blocage des sites d'information dans le pays.

TUNISIE

La « co-création » pour influencer décideurs politiques et réformes

Tout au long de l'année 2020, EuroMed Droits a continué à jouer un rôle clé de facilitateur entre des acteurs ayant des intérêts et des points de vue différents, ce qui conduit à « co-créer » des positions en dehors du cercle habituel des organisations de la société civile.

Cette approche originale de « co-création », ainsi définie par une évaluation externe réalisée début 2021, s'est notamment manifestée à l'automne 2020, lorsque le Ministère tunisien de la Justice et l'Association des magistrats ont décidé de définir conjointement la portée de l'indépendance des tribunaux tunisiens. Cette dynamique est née en 2019 lorsqu'EuroMed Droits, en partenariat avec l'Association des magistrats tunisiens, a mis en place des groupes de travail sur la réforme de la justice pour rédiger quatre projets de loi visant à accroître l'indépendance du pouvoir judiciaire. Des groupes de travail composés de juges administratifs, judiciaires et financiers, ainsi que d'universitaires.

Dans son travail de soutien à la Ligue des instances nationales indépendantes (LINI), EuroMed Droits s'est concentré sur le renforcement de leurs capacités, en les aidant à relever les défis communs que ces instances rencontrent dans la mise en œuvre de leur mandat. En 2020, ces défis comprenaient, entre autres, la mise en place finale de structures et de modes de coopération. À titre d'exemple, les présidents de huit instances publiques engagées dans la Ligue ont décidé, en juin 2020, d'ouvrir les réunions de leur comité exécutif respectif les uns aux autres, afin de garantir des synergies et des échanges



fructueux. Ils ont également discuté de leur rôle constitutionnel et ont soutenu le président de l'Instance de lutte contre la corruption suite à sa révocation, en déclenchant un débat au Parlement tunisien qui a conduit à une discussion entre les instances, le public et le gouvernement.

Parmi les exemples de cette « co-crédation », citons l'engagement pris en février 2020 par six institutions tunisiennes de faire partie d'un nouveau groupe national (créé et facilité par EuroMed Droits) dont l'objectif est d'influencer la politique étrangère de la Tunisie, en particulier ses relations avec l'UE. En octobre, ce fut au tour des représentants des blocs parlementaires tunisiens d'accepter de participer aux réunions des groupes de travail du dialogue tripartite d'EuroMed Droits visant à favoriser le dialogue entre la société civile, le gouvernement tunisien et l'UE.

Autre résultat influencé par EuroMed Droits : le 22 avril 2020, le Conseil de l'Europe a invité le gouvernement tunisien à adhérer à la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Jusqu'à présent, seuls deux pays non européens ont été invités à adhérer à cette Convention. Cette invitation est une reconnaissance internationale importante des efforts de la Tunisie en la matière, à savoir la Loi nationale de lutte contre les violences faites aux femmes approuvée en 2017. Cette loi est de très haut niveau, en grande partie grâce au travail de plaidoyer d'une coalition d'organisations tunisiennes de défense des droits des femmes. EuroMed Droits a mobilisé et piloté la coalition, et a formé ses membres sur la façon d'utiliser la Convention d'Istanbul comme outil normatif dans leur plaidoyer, par le biais de ses groupes de travail régionaux et nationaux sur l'égalité de genre. Dans le cadre du suivi, EuroMed Droits et ses partenaires organiseront, en 2021, cinq ateliers de formation sur la Convention pour la société civile dans différentes régions de la Tunisie, et plaideront pour l'adoption du projet de loi de ratification de la Convention auprès des décideurs législatifs.

ÉGYPTE

Appel international à libérer les défenseur.e.s des droits emprisonné.e.s

Malgré l'annulation de missions physiques de plaidoyer en raison de la pandémie de COVID-19, EuroMed Droits a poursuivi son travail en se concentrant sur le plaidoyer et en offrant des opportunités de mise en réseau aux défenseur.e.s des droits humains égyptien.ne.s qui font face à une répression gouvernementale implacable.



En janvier 2020, avant l'instauration des restrictions, EuroMed Droits a organisé une mission de plaidoyer en Espagne pour rencontrer les autorités et organiser un événement public conjointement avec Amnesty International, un défenseur des droits humains égyptien et un membre espagnol du Parlement européen. Cette mission a ouvert la voie à la poursuite, en ligne, des efforts conjoints de plaidoyer. En septembre 2020, un membre du Parlement espagnol s'est engagé à envoyer une lettre au Ministère des Affaires étrangères sur le cas du défenseur des droits humains emprisonné Patrick Zaky, chercheur sur les droits LGBTQI au sein de l'Initiative égyptienne pour les droits personnels (EIPR).

En septembre 2020, EuroMed Droits a fait partie d'une coalition de 13 ONG qui a coordonné et plaidé pour une lettre que 278 législateurs américains et européens ont adressée au Président égyptien, lui demandant de libérer immédiatement les défenseur.e.s des droits humains, les avocat.e.s, les militant.e.s politiques et les autres prisonnier.ère.s de conscience injustement détenu.e.s. EuroMed Droits a pris l'initiative de contacter les membres du Parlement espagnol pour les encourager à cosigner la lettre.

Deux grands partis politiques espagnols ont officiellement publié la lettre sur les médias sociaux après une réunion en ligne que des membres d'EuroMed Droits ont organisée avec des expert.e.s en octobre. EuroMed Droits a également coordonné un communiqué de presse conjoint, signé par huit ONG, donnant de la visibilité à la lettre ; une vidéo expliquant l'initiative a également été publiée.

PALESTINE, ISRAËL ET LES PALESTINIENS

Fausses accusations démontées, la redevabilité en marche

EuroMed Droits a influencé de nombreux responsables politiques importants en 2020, même sans être en mesure d'organiser des missions de plaidoyer en Europe et des visites sur le terrain.

Dans un contexte de multiplication des campagnes de dénigrement contre les ONG palestiniennes, EuroMed Droits a accompagné son organisation membre, Al Mezan Center for Human Rights, pour démonter les fausses accusations que NGO Monitor (un lobby israélien pro-occupation) avait portées contre elle. Le 8 octobre 2020, deux ministres néerlandais ont répondu à une question parlementaire en défendant Al Mezan contre les diffamations à son encontre, soulignant que le rapport de NGO Monitor liant Al Mezan au terrorisme et affirmant que les Pays-Bas, en tant que bailleur de fonds d'Al Mezan, aidaient le terrorisme, était sans fondement. C'est l'une des rares occasions où un pays de l'UE met publiquement à bas les tactiques de diffamation de NGO Monitor contre les ONG palestiniennes, de manière aussi claire et détaillée.

La redevabilité ou l'obligation de rendre des comptes (accountability) est un autre élément clé du travail d'EuroMed Droits sur Israël/Palestine. Le 10 juillet 2020, onze ministres des Affaires étrangères de l'UE ont envoyé une lettre privée au Haut Représentant de l'UE, Josep Borrell, demandant à l'UE d'évaluer les implications juridiques et politiques de l'annexion des territoires de Cisjordanie pour les relations UE-Israël. C'était la première fois qu'un groupe concerté de personnalités politiques de haut niveau mettait l'accent sur les conséquences d'une annexion. En mai 2020, EuroMed Droits avait initié et coordonné une lettre privée conjointe d'ONG adressée au Haut Représentant de l'UE, au Président de la Commission et aux 27 États membres de l'UE. La lettre des ministres a fait écho aux demandes des ONG et a même repris une formulation similaire à celle des ONG.

Le 12 février 2020, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a enfin publié la base de données sur les activités commerciales liées aux colonies israéliennes illégales dans le Territoire palestinien occupé, apportant ainsi la transparence sur des activités qui contreviennent au droit international humanitaire et aux droits humains. En de multiples occasions au cours des quatre

dernières années, EuroMed Droits et la communauté des ONG dans son ensemble ont appelé le HCDH à respecter son mandat. En plaidant auprès de l'UE et de ses États membres, EuroMed Droits a fait pression sur le HCDH pour qu'il publie cette base de données. Cela montre la nécessité de travailler sans relâche en matière de plaidoyer afin d'obtenir, finalement, des avancées majeures.

TURQUIE

Un espace pour la société civile en Turquie et à l'étranger



EuroMed Droits a finalisé en janvier 2020 un projet de deux ans sur « la protection des défenseurs des droits humains et les principes du procès équitable en Turquie » avec un atelier rassemblant 46 organisations de la société civile. Étant donné l'environnement répressif auquel font face les organisations de la société civile en Turquie, ce nombre élevé de participants a confirmé la capacité d'EuroMed Droits à mettre en relation des membres pour qu'ils échangent dans un environnement sécurisé. Les participants ont reconnu l'importance de bénéficier d'un réseau international pour transmettre leurs demandes aux niveaux européen et onusien, et pour coordonner les activités liées au suivi de procès. Ces résultats ont conduit à l'approbation par l'UE du financement d'une deuxième phase du projet qui a débuté en janvier 2021.

En 2020, en raison des effets de la pandémie de COVID-19, le programme s'est concentré sur les activités de suivi, de documentation et de plaidoyer. EuroMed Droits a ainsi documenté les restrictions réduisant l'espace de la société civile en Turquie, en suivant les cas de plusieurs défenseurs des droits humains en danger et en analysant les mesures adoptées dans la législation en 2020 (en particulier les lois sur la liberté d'association et sur la liberté d'expression numérique). Ce rôle a requis des efforts de coordination auprès des organisations de la société civile ainsi qu'un travail de communication publique, ce qui a permis d'atteindre plusieurs objectifs importants. Parmi ceux-ci notons la cosignature par 15 ONG nationales et

internationales d'une déclaration diffusée avant la première audience du second procès politique contre le philanthrope et défenseur des droits humains Osman Kavala, emprisonné depuis octobre 2017.

EuroMed Droits a également dénoncé les tactiques géopolitiques menées par le pouvoir turc, notamment le rapprochement avec l'Algérie (via la signature d'un accord d'association entre les deux pays) et les tensions accrues avec la France. Dans les deux cas, les positions d'EuroMed Droits ont été largement couvertes par les médias.

PARITÉ FEMMES-HOMMES

L'intégration de la « dimension genre » en bonne voie

EuroMed Droits s'est longuement investi pour que la « dimension genre » soit intégrée dans toutes ses activités. Le dernier audit triennal mené en 2018 a permis d'alimenter une stratégie spécifique adoptée en 2020. Cette perspective de genre a été introduite dans tous les programmes thématiques et pays, le programme « droits économiques et sociaux » servant de pilote pour 2020.

Des points focaux pour les questions de genre ont été désigné.e.s dans la quasi-totalité des programmes d'EuroMed Droits. Les membres collaborent spécifiquement, selon leur intérêt lié au programme, afin de s'assurer que les questions liées au genre soient prises en compte.

Dans leurs activités de communication, les programmes ont également fait écho aux thématiques de genre contribuant ainsi à l'intégration de cette dimension.



C'est notamment le cas des articles proposés par les programmes Egypte, Turquie, Maroc, Rétrécissement de l'espace de la société civile, Droits économiques et sociaux et distribués dans la lettre d'information COVID-19 d'EuroMed Droits. Un exemple parmi d'autres : le communiqué de presse en soutien aux travailleur.se.s transfrontalier.e.s (principalement des femmes) travaillant à Ceuta et Melilla et qui, en raison de la pandémie, se sont retrouvé.e.s coincé.e.s en Espagne sans pouvoir rentrer chez eux.elles.

RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Effet secondaire de la COVID-19 : encore plus de répression

Ces dernières années, de nombreux gouvernements de la région euro-méditerranéenne ont eu tendance à adopter des mesures et des politiques de plus en plus répressives pour limiter l'activisme de la société civile et museler les voix critiques. En 2020, la question du rétrécissement des espaces pour la société civile a continué à être intégrée dans tous les programmes. Cependant, avec la pandémie de COVID-19 qui a exacerbé cette tendance généralisée déjà existante, EuroMed Droits et ses membres ont décidé d'augmenter le suivi et la documentation des violations et des restrictions des droits humains dans toute la région, afin d'analyser l'impact des réglementations spécifiques liées à la COVID-19. Ce travail a été largement diffusé par le biais de la lettre d'information mensuelle du réseau dédiée à la COVID-19.

Sur un autre sujet, EuroMed Droits a commencé à collecter des informations sur la façon dont les ONG organisées par les gouvernements (GoNGO) diffusent des récits alternatifs sur les droits humains pour soutenir les régimes autoritaires. Les GoNGO évincent de l'espace politique les organisations travaillant sur les droits des femmes et les syndicalistes et, par leurs actions, complètent l'arsenal de lois restrictives et de pratiques abusives mises en place par les gouvernements pour réduire l'espace dont dispose la société civile pour s'organiser et défendre les droits humains. Ce travail a conduit à la publication, début 2021, d'un rapport qui met l'accent sur les nombreuses difficultés rencontrées par les militant.e.s et syndicalistes indépendant.e.s en Algérie, en Égypte et en Turquie. Basé sur des témoignages de première main, il fournit également une analyse de l'environnement législatif répressif qui vise à porter atteinte au militantisme de la société civile.

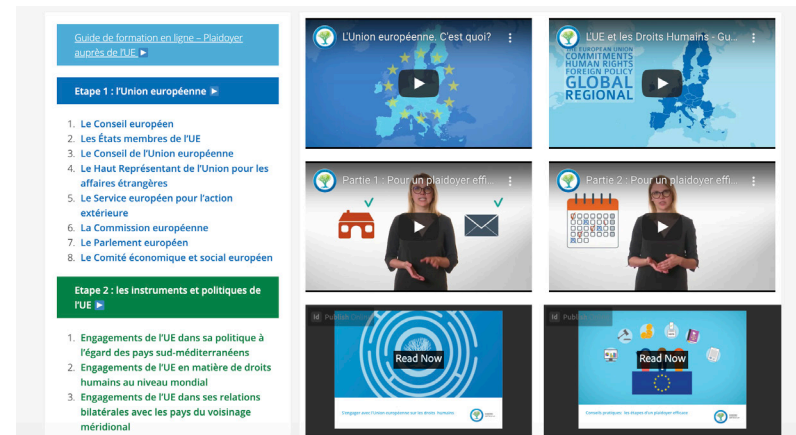
VISIBILITÉ ET INFLUENCE

Communication et plaidoyer, main dans la main

L'année 2020 a vu la poursuite de la « synchronisation » des efforts de communication et de plaidoyer en vue d'atteindre et d'influencer les différentes parties prenantes, c'est-à-dire les journalistes, les décideur.e.s et le grand public. Bien que la pandémie de COVID-19 ait limité la capacité d'EuroMed Droits à pratiquer le plaidoyer hors ligne, elle a conduit à un recours accru aux solutions en ligne, renforçant même nos compétences en matière de communication parmi le personnel et les organisations membres, ce qui a eu un impact sur le niveau des dépenses et réduit notre empreinte carbone.

Plusieurs solutions ont été mises en œuvre pour atténuer les effets de la pandémie. Parmi celles-ci, citons la création d'une lettre d'information numérique mensuelle, le développement de contenus audiovisuels et l'organisation de webinaires ciblés. Cette période a également donné une impulsion à la communication et au plaidoyer dans le cadre de la coordination interne avec les programmes, notamment pour améliorer le ciblage des messages et les processus de travail.

À la fin de l'année, EuroMed Droits a lancé une série de sessions de formation en ligne pour les organisations membres et partenaires sur le fonctionnement des institutions de l'UE et sur la manière de s'engager avec elles sur les droits humains. Ces sessions ont été suivies par 38 participant.e.s uniques de toute la région (provenant de 12 pays différents), qui ont exprimé leur satisfaction de bénéficier d'une telle formation interactive.



Liste des membres

Membres réguliers

Algérie: SNAPAP • Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie • Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADDH) **Bulgarie:** Center for Legal Aid - Voice of Bulgaria **Chypre:** Action pour l'égalité, le soutien et contre le racisme (KISA) • Institut méditerranéen pour les études de genre (MIGS) **République Tchèque:** People in Need **Danemark:** KVINFO • Dignity (RCT) • Institut Danois pour les Droits de l'Homme **Egypte:** Institut Andalus pour l'étude de la tolérance et la lutte contre la violence • Center for Egyptian Women's Legal Assistance (CEWLA) • New Woman Foundation **Finlande:** Institut de recherche pour la paix de Tampere **France:** Fédération Nationale Solidarité Femmes • Ligue de l'Enseignement • Ligue des Droits de l'Homme (LDH) **Grèce:** Conseil Grec pour les réfugiés • Comité grec pour une société démocratique internationale (EEDDA) **Irlande:** 80:20 Eduquer et agir pour un monde meilleur **Israël/OPT:** Centre d'aide légale et de conseil pour les femmes (WCLAC) • Al-Haq • Centre Al Mezan pour les Droits Humains • Comité public contre la torture en Israël (PCATI) • B'Tselem • Centre légal pour les droits de la minorité arabe en Israël (ADALAH) • Centre palestinien des droits de l'Homme (PCHR) **Italie:** Conseil italien pour les réfugiés (CIR) • Associazione Ricreativa Culturale Italiana (ARCI) **Jordanie:** Mizan Groupe d'avocats pour les droits de l'Homme • Institut solidarité féminine mondiale/Jordanie (SIGI/J) • Renaissance Arabe pour la démocratie et le développement **Liban:** ALEF - Act for human rights • Centre libanais pour les droits de l'Homme (CLDH) • Le Mouvement anti-racisme (ARM) • Organisation palestinienne des droits de l'Homme au Liban (PHRO) **Maroc/Sahara Occidental:** Adala-Justice • Organisation Marocaine des Droits Humains (OMDH) • Espace Associatif • Association Marocaine des Droits Humains (AMDH) • Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM) **Portugal:** Ligue portugaise des droits de l'Homme **Espagne:** Commission espagnole pour les réfugiés (CEAR)

• Institut catalan des droits de l'Homme • Internationalisme, Solidarité et Féminisme (SUDS) **Suède:** Kvinna till Kvinna **Syrie:** Centre de Damas pour l'étude des droits de l'Homme • Centre syrien des médias et de la liberté d'expression (SCM) **Tunisie:** Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES) • Comité pour le Respect des Libertés et des Droits des l'Homme en Tunisie (CRLDHT) • Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LTDH) • Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD) • Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des Deux Rives (FTCR) **Turquie:** Helsinki Citizens Assembly • Association des droits de l'Homme - Turquie **Royaume-Uni:** Groupe international des procureurs des droits de l'Homme (SIHRG) • Comité des droits de l'Homme du barreau en Angleterre et au Pays de Galles | **Régional:** Institut arabe pour les droits de l'Homme (AIHR) • Institut du Caire pour les droits de l'Homme (CIHRS) • African and Middle East Refugee Assistance (AMERA) • Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH) • Réseau arabe pour l'information sur les droits de l'Homme (ANHRI)

Membres associés

Amnesty International • Association pour la prévention de la torture • Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme • Human Rights Watch • Comité norvégien d'Helsinki • Organisation mondiale contre la torture • Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté

Membres honoraires

Michel Tubiana (Honorary President) • Kamel Jendoubi (Honorary President) • Marie Lavrentiadou • Emrah Seyhanlioglu • Lone Lindholt • Eva Norström • Iain Byrne • Theodoris Papamargaris • Driss El-Yazami • Bahey El-Din Hassan • Annette Jünemann • Samira Trad • Christina M. Merkel • Madjid Benchikh • Khemais Chammari • Georges Assaf • Anna Bozzo-Curti • Maysa Zorob

Le Comité exécutif

L'Assemblée Générale est l'organe suprême d'EuroMed Droits. Il se réunit tous les trois ans et élit le Comité exécutif.

Le comité exécutif pour la période 2018 - 2021 est composé de :

Wadih Al-Asmar, Président

Secrétaire Général du mouvement SOLIDAR (soutien aux Libanais détenus arbitrairement) et Président du Centre Libanais des Droits de l'Homme (CLDH). Wadih Al-Asmar est l'un des fondateurs du mouvement social Libanais #youStink.



David Bondia

Président de l'Institut des Droits Humains de Catalogne. David Bondia est professeur en droit international public et relations internationales à l'Université de Barcelone depuis 1995.



Catherine Teule, Vice-Présidente

Vice-Présidente de l'Association européenne de Défense des Droits de l'Homme (AEDH). Catherine Teule s'intéresse particulièrement aux questions liées au droit d'asile et à la migration. Elle publie régulièrement des articles et notes d'analyse sur ces thématiques.



Theodora Christou

Membre exécutif du Comité sur les Droits Humains du Barreau d'Angleterre et du Pays de Galles. Théodora Christou est avocate et universitaire à la London School of Economics et à la Queen Mary University de Londres. Ses principaux domaines d'expertise sont les droits humains, le droit international et comparé.



Moataz El Fegier, Trésorier

Membre du Comité exécutif pour l'Institut du Caire pour l'étude des droits humains (CIHRS). Moataz El-Fegier est également le coordinateur pour la protection au Proche-Orient et en Afrique du Nord (MENA) pour Front Line Defenders et co-fondateur et secrétaire général du Forum égyptien pour les droits humains.



Lubna Dawany

Secrétaire général de l'association Jordanienne Mizan for Law. Lubna Dawany est également conseillère juridique et membre du conseil d'administration de la Family Development Association. Depuis les années 1990 elle a co-fondé plusieurs ONGs en Jordanie pour lutter contre les violences faites aux femmes et promouvoir les droits humains et les droits des femmes.



Søs Nissen

Responsable de programme pour la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord chez Dignity au Danemark. Søs Nissen travaille depuis dix ans à l'Institut Danois de lutte contre la Torture afin de promouvoir les droits humains et de combattre la torture dans la région.



Diana Radoslavova

Responsable juridique et fondatrice du « Center for Legal Aid – Voice in Bulgaria ». Elle est en charge des activités de conseil, de litigation et de représentation des demandeurs. ses d'asile, réfugié.e.s, migrant.e.s devant les autorités administratives et les tribunaux Bulgares et européens.



Franco Uda

Franco Uda est membre du Conseil national d'ARCI et vice-président de l'ARCS (l'ONG d'ARCI). Il participe au conseil d'administration de plusieurs associations dont le Forum civique européen, le Forum de coopération internationale Solidar, le Comité national de coordination du Réseau italien pour la paix et du Réseau italien pour le désarmement.



Messaoud Romdhani

Membre fondateur du Forum Tunisien pour les Droits économiques et sociaux (FTDES). Messaoud Romdhani est également vice-président de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme ainsi que le directeur des publications du Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT).



Jamila Sayouri

Avocate et Présidente de l'Association Marocaine Adala – Justice pour le droit à un procès équitable. Jamila Sayouri est également membre de l'Organisation Marocaine des droits de l'Homme et du Conseil National des Droits de l'Homme du Maroc.



Hamdi Shaqqura

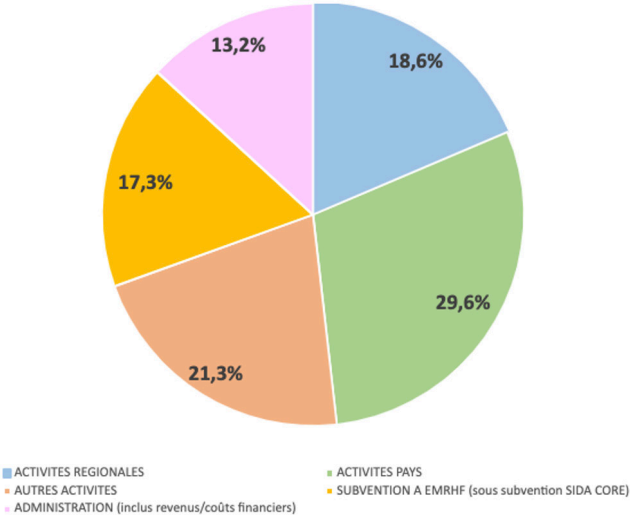
Directeur adjoint du Centre Palestinien pour les Droits de l'Homme (PCHR). Ses principaux domaines d'expertise sont le développement démocratique et les droits civils et politiques.



PANORAMA FINANCIER

Dépenses 2020

<u>Programmes thématiques</u>	EUR	%
Droits des Femmes et Justice de Genre	142.424	3,5%
Rétrécissement de l'espace de la société civile/Majalat	271.331	6,7%
Migration	220.757	5,5%
Droits économiques et sociaux	113.640	2,8%
TOTAL ACTIVITES REGIONALES	748.151	18,6%
<u>Programmes pays</u>		
Tunisie	544.564	13,5%
Algérie	88.439	2,2%
Syrie	0	0,0%
Egypte	287.926	7,2%
Palestine, Israël & les Palestiniens	152.840	3,8%
Maroc	69.722	1,7%
Turquie	47.519	1,2%
TOTAL ACTIVITES PAYS	1.191.009	29,6%
<u>Autres activités</u>		
Plaidoyer & Formation	236.349	5,9%
Suivi & évaluation des projets	94.435	2,3%
Communication	194.579	4,8%
Membres & Partenariats	0	0,0%
Organes exécutifs	154.453	3,8%
Levée de fonds	64.279	1,6%
Ressources humaines	112.130	2,8%
TOTAL AUTRES ACTIVITES	856.225	21,3%
TOTAL ACTIVITES	2.795.385	69,4%
Administration (inclus revenus/coûts financiers)	532.320	13,2%
Subvention à EMHRF (sous subvention SIDA CORE)	698.281	17,3%
TOTAL DEPENSES OPERATIONELLES	4.025.986	100,0%



Nos donateurs

EUROMED DROITS SOUHAITE REMERCIER SES DONATEURS POUR LEUR SOUTIEN FINANCIER:

- » Sida (Agence Suédoise de Développement International et de Coopération)
- » Ministère danois des Affaires étrangères/ Programme de Partenariat Danemark-Pays Arabes
- » Union européenne
- » ACT Eglise de Suède
- » Fondation de France
- » Sigrid Rausing Trust
- » Fondations Open Society
- » Ministère Norvégien des Affaires étrangères
- » Confédération Suisse
- » Fondation Heinrich Böll



SIGRID RAUSING TRUST



La Fondation
de toutes les causes



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Norwegian Ministry of Foreign Affairs



EuroMed Rights
EuroMed Droits
الأورو-متوسطية للحقوق